



Numéro d'identification du CNUE au registre des représentants d'intérêts de la Commission

européenne : 9108490742-26

**Contribution du CONSEIL DES NOTARIATS DE L'UNION EUROPEENNE (CNUE) au
LIVRE VERT SUR L'INTERCONNEXION ET L'INTERFONCTIONNEMENT DES
REGISTRES DU COMMERCE**

Veillez trouver ci-dessous les réponses du C.N.U.E. aux questions du Livre Vert sur « l'interconnexion des registres du commerce ».

1. Est-il nécessaire d'améliorer le réseau des registres du commerce des Etats membres ?

Le C.N.U.E. croit fermement en la valeur ajoutée de la transparence en droit des sociétés ; par conséquent, une amélioration de l'information officielle disponible concernant les sociétés doit, selon le C.N.U.E., être une mesure prioritaire parmi celles que les Institutions européennes devraient prendre à court terme.

Le C.N.U.E. adhère également totalement à l'approche spécifique retenue par le Livre Vert, qui se concentre sur un soutien et une amélioration de l'interconnexion et de l'interfonctionnement des registres de commerce existants des Etats membres, plutôt que sur la création de nouveaux registres supranationaux.

Cependant, le Livre Vert se focalise sur les questions liées à l'interconnexion, alors qu'il serait souhaitable, selon le C.N.U.E., de traiter d'abord la question de l'uniformité de l'information officielle relative aux sociétés européennes actuellement disponible dans les différents registres du commerce des Etats membres.

Selon le C.N.U.E., à l'heure actuelle, les registres du commerce nationaux ne sont pas suffisamment uniformes pour permettre aux Institutions européennes d'entamer un processus d'interconnexion. La quantité de l'information juridique est encore trop inégale entre les différents Etats membres, avec toutes les distorsions de la concurrence que cela implique – distorsions qui ne seraient d'ailleurs que renforcées par l'interconnexion. L'interconnexion serait en outre source d'erreur parce que la qualité de l'information juridique n'est pas encore suffisamment garantie dans chaque Etat membre. L'information disponible de nos jours n'a en effet pas une valeur et une fiabilité juridiques identiques (selon que l'information est vérifiée ou non avant d'être inscrite dans le registre). En outre, il convient de tenir compte du fait que les registres du commerce peuvent avoir des objets différents et avoir un fonctionnement différent les uns des autres.

Par conséquent, il conviendrait de vérifier d'abord si chaque Etat membre a complètement transposé les dispositions de la première directive de droit des sociétés (Directive 2009/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les Etats membres, des sociétés au sens de l'article 48, deuxième alinéa,



du Traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers), en particulier les art. 2 et 11. Ce dernier impose un contrôle juridique préventif.

Il faudrait également imposer que toute information visée à l'Annexe IV du Livre Vert soit, même si cela implique une amélioration significative des standards actuels en matière de transparence, inscrite et présentée dans tous les registres du commerce nationaux. Le résultat de toute recherche à travers les registres interconnectés devrait également mentionner les effets et valeur juridiques dont est revêtue, selon le droit national applicable, l'information ainsi mise à disposition, car ces effets et valeur peuvent différer d'un Etat membre à un autre. Une série d'informations minimales obligatoires devant figurer dans le registre devrait être imposée au niveau européen. Les Etats membres devraient également être autorisés à améliorer la transparence en publiant davantage d'informations conformément à leur tradition juridique. Par exemple, dans certains Etats membres, les registres du commerce reprennent déjà la liste des actionnaires des sociétés par actions et des sociétés à responsabilité limitée, et ils devraient être autorisés à continuer à le faire. La mise à disposition totale et la fiabilité de ces informations est une question véritablement centrale, liée à des principes d'ordre public, tels que la protection des créanciers des actionnaires, la transparence fiscale, la prévention et la répression du blanchiment d'argent.

Les conditions précitées devraient être remplies pour permettre une interconnexion réussie des registres du commerce. Le mode adopté pour faire fonctionner l'interconnexion des registres du commerce nationaux suggère une approche ascendante. Aucun effort d'interconnexion ne peut scinder les organisations actuelles de personnes et de moyens actifs dans ce domaine au niveau national.

Dès lors, l'approche de l'*European Business Register* (EBR) doit être suivie et appliquée. Il conviendrait dès lors de conférer une base juridique européenne à ce qui a été jusqu'à présent un simple accord volontaire entre des sujets de droit public et, le plus souvent, de droit privé.

La tradition de chaque Etat membre doit être préservée.

Du reste, il n'y a pas de solution de rechange, selon l'acquis communautaire actuel, à la pluralité linguistique garantie par EBR, même si cela complique la gestion de l'interconnexion et laisse sans solution les problèmes de traduction de certains aspects, comme la clause de l'objet statutaire que le système EBR ne peut traduire.

L'approche d'EBR paraît être plus adéquate que IMI et e-Justice au regard du but poursuivi de l'interconnexion entre les registres du commerce, parce qu'elle est propre au but poursuivi et repose directement sur l'expérience des registres du commerce. En outre, un lien vers E.B.R. devrait figurer sur le portail de l'E-Justice (comme c'est d'ailleurs déjà prévu).

Un avantage supplémentaire résultant du choix de l'approche d'EBR pourrait être la possibilité de disposer dans un avenir proche d'une interconnexion garantie par la législation européenne, même pour des registres du commerce non européens, puisque certains Etats non membres de l'Union européenne sont déjà parties au projet EBR.

2. Comment renforcer la base juridique actuelle de la transparence des entreprises ?

La création du nouveau cadre proposé ici requiert une nouvelle base juridique pour la transparence en droit européen des sociétés.

La transparence paraît nécessaire non seulement pour les sociétés cotées et les sociétés par actions, mais également pour les autres sociétés.



En décider autrement équivaldrait à une négation pure et simple du récent « Small Business Act », conférant ainsi un avantage concurrentiel aux tiers qui contractent avec des moyennes et des grandes entreprises par rapport aux tiers qui contractent avec des petites entreprises.

En effet, la transparence joue aujourd'hui un rôle en faveur de toutes les parties intéressées à la société, hors les actionnaires eux-mêmes (qui pourraient avoir un intérêt contraire, dans certains cas, à garder secrètes certaines informations spécifiques), telles que les créanciers de la société et des actionnaires, les organisations de travailleurs, les autorités publiques, les acquéreurs d'actions, etc.

Pour cette raison, le Livre Vert devrait être mis en œuvre par un accord gouvernemental relatif à la transparence en droit des sociétés, portant à la fois sur les sociétés par actions et les sociétés à responsabilité limitée, reprenant et améliorant la récente Directive sur la Transparence (Directive 2004/109/CE) relative aux sociétés cotées.

3. Les détails d'une telle coopération pourraient-ils être déterminés par un « accord de gouvernance » entre les représentants des États membres et des registres du commerce ?

Oui, la coopération entre les registres devrait être arrêtée par les gouvernements nationaux et les autres parties prenantes au niveau national.

4. Voyez-vous un intérêt à connecter, à long terme, le réseau des registres du commerce au réseau électronique créé dans le cadre de la Directive sur la Transparence et contenant l'information réglementée sur les sociétés cotées ?

Oui. A première vue, une interconnexion des registres du commerce et du réseau électronique de la Directive Transparence ne pourrait qu'améliorer l'information disponible et contribuer à une meilleure information des créanciers, partenaires commerciaux et consommateurs.

5. Quelles solutions ou combinaison de solutions préconisez-vous pour faciliter la communication entre les registres du commerce dans les cas de fusions transfrontalières et de transferts du siège ?

Pour les raisons précitées (voir réponse à la question 1.), l'approche BRITE paraît plus adéquate que les autres solutions proposées dans le Livre Vert pour garantir la coopération des registres du commerce dans les fusions et scissions transfrontalières et dans les procédures de transfert du siège.

6. Soutenez-vous la solution proposée sur la transmission d'informations sur les succursales ?

Le C.N.U.E. souligne que les systèmes nationaux des États membres sont des systèmes cohérents entre eux qui varient en partie fortement d'un État membre à l'autre, tant en ce qui concerne les exigences de transparence relatives aux données enregistrées que par rapport aux effets juridiques liés aux registres. Compte tenu de ce qui précède, la transmission automatique des informations d'un registre à un autre devrait être effectuée sous forme d'une communication du registre dans lequel a été enregistré la succursale en direction du registre du siège statutaire de la société. L'article 13 de la directive 2005/56/CE du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières de sociétés de capitaux de différents États membres serait un modèle à suivre pour ce qui concerne la réglementation dudit système de communication. Ainsi pourrait-on répondre à l'exigence de transparence imposée à la constitution de succursales.



En revanche, il ne serait pas judicieux de consacrer une transmission automatique de ces informations en tant qu'inscription au sens d'une transcription du registre au siège statutaire de la société. En effet, une telle mesure paraît non justifiée pour des raisons liées au principe de subsidiarité de l'art. 5 CE et constituerait une atteinte démesurée aux systèmes de registre du commerce nationaux et leurs effets juridiques, qui risque de perturber leur fonctionnement gravement.

Afin de prévenir toute source d'erreur, l'effet direct et automatique devrait à tout le moins être subordonné au respect d'une procédure offrant une garantie totale au registre de commerce de l'Etat d'accueil, telle qu'un certificat émis par l'autorité de l'Etat d'accueil à l'instar de ce que prévoit la directive sur les fusions transfrontalières.

Bruxelles, le 28 janvier 2010